



Dispensé de timbrage

Decazeville CC - T1



DÉPOSÉ LE 16 / 09 / 2008

# Quand on aime, on ne compte pas. Mais quand on n'est pas aimé ?

RENDEZ-VOUS

**7 octobre**  
Journée Internationale d'action Interpro. Emplois, Salaires, Retraites, Services Publics : la coupe est pleine.

**19 octobre**  
**MANIF**  
**EDUC'**  
**PARIS**

## **Aide personnalisée et obligations de service :**

*C'est la cacophonie la plus totale. Entre départements (de 0h à 20h. d'organisation...), entre circonscriptions, entre écoles, entre catégories de personnels : y compris sur les obligations de service, rien n'est tout à fait clair.*

*Afin de parer à toute éventualité et dire clairement que comme il n'y a que 24h. par jour, notre temps de travail doit être réellement pris en compte, le SNUipp appelle tous les collègues à noter dès à présent et toute l'année, très précisément, la réalité de leur temps de service (réunions obligatoires ou sur « invitation » mais aussi tout le reste, et il y en a !).*

*C'est sur le temps de classe, avec des effectifs adaptés et aussi avec les personnels spécialisés qu'on lutte vraiment contre l'échec scolaire !*

**STOP aux cadeaux à un ministère qui ne cesse de nous mettre en porte-à-faux !**

**EXIGEONS 24 + 3h de CONCERTATION !**

*Vous trouverez en encart dans ce bulletin, un calendrier qui vous aidera à noter le temps qui passe (sic). Remplissez ce tableau : vous serez étonné !*

## **Sommaire :**

- |   |  |
|---|--|
| 1. Quand on aime...                           | avenir Manif du 19 octobre à Paris             |
| 2. Edito - Infos Diverses                     | 6. Bulletin d'adhésion                         |
| 3. Darcos, son budget...                      | 7. CTPD : mesures de carte scolaire            |
| 4. Darcos (suite), RASED, EDVIGE              | 8. CDEN ; CAPD : affectations.                 |
| 5. Déclaration au CDEN, L'Education est notre | En encart : 4 pages Direction & relevé horaire |



1 rue de la Montagne  
12300 DECAZEVILLE  
Tél : 05.65.43.40.11  
Fax : 05.65.43.49.29  
Mél : [snu12@snuipp.fr](mailto:snu12@snuipp.fr)  
Site : <http://12.snuipp.fr>

**SNUipp-FSU**  
AVEYRON

## S'informer rapidement par Internet

Pour vous informer rapidement, le SNUipp met à votre disposition plusieurs moyens informatiques :

- Le mail : [snu12@snuipp.fr](mailto:snu12@snuipp.fr) auquel nous répondons rapidement.
- Les sites du SNUipp :
  - le site national : <http://www.snuipp.fr>
  - le site du SNU de l'Aveyron : <http://12.snuipp.fr> sur lequel vous trouverez des infos, des outils (signalement des non remplacements, enquêtes, lettres types, consignes syndicales), vous pourrez y demander votre code confidentiel (pour obtenir vos infos personnelles sur le mouvement, l'avancement) ou encore intervenir dans les débats en cours.
- SNUipp-Infos : adressée régulièrement aux écoles depuis 2002, cette lettre hebdomadaire départementale peut être envoyée à tous ceux qui nous communiquent une adresse mail. Elle fait le lien vers les infos départementales et nationales, les résultats des commissions paritaires, etc. Nous avons fait un sérieux effort de concision afin de ne pas encombrer vos boîtes aux lettres et surtout de rendre plus efficace la circulation de l'information.
- Les courriels personnalisés que nous adressons aux collègues à l'occasion des diverses instances paritaires.

**Alors consultez les sites du SNUipp, écrivez-nous, inscrivez-vous à SNUipp-Infos** (cf. sur le site en haut à droite).

A propos de l'acheminement de ce journal : quelques camarades nous ont dit ne pas avoir reçu leur FsC12 de rentrée (à l'heure où la privatisation de la Poste<sup>1</sup> est sur les rails...) ; vous serait-il possible de nous signaler lorsque vous recevez plusieurs exemplaires ou que vous n'avez rien reçu ? Merci.

1. la FSU sera aux côtés des Postiers le 23 septembre contre la privatisation.

En se rassemblant devant les inspections départementales (près de 300 personnes en comptant les 6 rendez-vous), les enseignants et les parents d'élèves ont fait la preuve que **cette rentrée n'a rien de serein.**

Comment pourrait-elle l'être dans les écoles ? Avec les nouveautés (programmes, aide personnalisée, etc.) à appliquer sans attendre, dans un contexte de mise en cause toujours répétée des enseignants, avec des moyens nettement insuffisants... rien de réjouissant.

**Et rien de clair non plus !**

Avec la réorganisation de la semaine le Ministère a introduit le ver dans le fruit. Suivant que nous sommes adjoint, directeur à n classes, spécialisé, remplaçant, formateur ou stagiaire, jamais encore comme cette année, on ne nous avait promis traitements aussi différenciés. Entre ce que tait la circulaire sur les obligations de service, les interprétations des uns ou des autres, et les désormais classiques « invitations » de notre administration, quels horaires fera-t-on ? Et pour quels résultats pour les élèves ? Pour la cohésion des équipes ? Pour les missions de l'école ?

Ce qui est clair, c'est que le Ministère appelle à une reprise en main des enseignants. Avec le Service Minimum d'Accueil, d'autres signes montrent que **certains rêvent de nous « serrer la vis »**. Nous l'avions dénoncé l'an passé, mais d'aucun pensent pouvoir faire l'école contre les enseignants. Le SNUipp s'y opposera avec détermination.

Aussi le SNUipp appelle les enseignants à ne pas se laisser faire, à porter partout et avec tous, nos légitimes revendications. Pour l'école comme pour ses personnels, nous ne pouvons compter que sur nous. Comme le 11 septembre, plus fort que le 11 septembre, le 7 et le 19 octobre, pour l'emploi, les salaires, le service public, l'école, il faut en parler aux collègues, aux parents, préparer l'action partout, avec tous.

Et tout de suite, s'opposer à ce que notre administration fasse de l'aide personnalisée l'alpha et l'omega de l'école, pour les élèves comme en ce qui concerne notre temps de travail, **nous devons exiger d'avoir, non pas 24h par an, mais bien 3h de concertation hebdomadaires.**

Le 13 septembre 2008,  
Valérie Tavernier, Jean-Luc Tornero, Noëlle Villeneuve

#### Comité de rédaction :

Carine Alazet, William Despeyroux, Romain Fayel, Valérie Tavernier, Jean-Luc Tornero, Noëlle Villeneuve

## Darcos, son budget, sa semaine scolaire et nos élèves sont dans un bateau...

Qu'est-ce qui tombe à l'eau ? Les RASED, la maternelle, le remplacement, la formation, ... L'école, ses personnels et ses usagers ont toutes les raisons de se faire entendre !

### C'est beau la "modernité".

Vendredi 5 septembre 2008, écoutant le début du Sept-Dix de France-Inter, j'apprends que Darcos est l'invité de Nicolas Demorand à 8h20. "M... ! me dis-je, je dois être à l'école dès 8h00 !" ...

Et puis j'oublie, entre un Ministre et mes élèves, j'ai vite choisi.

En fin de journée, je lis une dépêche d'une agence de presse sur la RGPP dans l'Education. D'un coup, je me remémore le Ministre, qu'a-t-il bien pu dire ? Comment savoir ? Quelques clics sur Internet, et je tombe sur le site de l'émission et notre Ministre en vidéo ([http://www.dailymotion.com/franceinter/video/x6nqwb\\_xavier-darcos-france-inter\\_news](http://www.dailymotion.com/franceinter/video/x6nqwb_xavier-darcos-france-inter_news)).

Re-clic, je l'écoute, je le vois. Et les bras m'en tombent !

"... nous avons pu faire cette rentrée dans des conditions qui sont presque meilleures que la rentrée précédente"

Comme il craint que nous n'ayons pas compris jusqu'où il peut pousser le bouchon, il reprend "... nous avons à cette rentrée un meilleur encadrement pédagogique qu'à la rentrée dernière...".

Un petit rappel s'impose : 11300 suppressions de postes en tout, 700 créations dans le 1er degré pour quelques 50 000 élèves supplémentaires, 0 création de poste pour l'Aveyron avec 201 élèves en plus prévus [1].

Et Darcos annonce que les suppressions (13 500 !) de l'an prochain passeront totalement inaperçues !

A défaut d'être un amuseur public (ce dont on n'aurait que faire à ce poste), ce ministre est décidément un adepte convaincu du "Plus c'est gros...".

Après 5 min, il laisse échapper, comme par mégarde, un cri du coeur "c'est un métier extrêmement difficile, pour un ministre de droite, ce n'est pas facile d'être ministre de l'Education Nationale, vous savez, hein ? Il y a beaucoup d'hostilité, de tension autour de soi...". J'en ai la larme à l'œil.

Fin de la vidéo.

Darcos a annoncé que les suppressions de l'an prochain seraient moins visibles car (cf. "Suppression de Postes : l'école sacrifiée ?" <http://12.snuipp.fr/spip.php?article522>), elles toucheraient surtout des "personnels qui ne sont pas devant des élèves". Sans précisions supplémentaires.

Pour voir, je télécharge le podcast de l'émission complète ([http://radiofrance-podcast.net/podcast/rss\\_10241.xml](http://radiofrance-podcast.net/podcast/rss_10241.xml) - 165 Mo).

Et là, aux alentours de la 118ème minute, la journaliste Sonia Bouran fait référence aux propos de Luc Ferry (rappelons qu'il n'est plus ministre et qu'il s'est opposé à Darcos sur les programmes) qui fait le lien entre la nouvelle organisation de la semaine scolaire et les suppressions de postes.

Plus précisément, la suppression des RASED qui permettrait de récupérer 8000 postes budgétaires.

### Scénarios catastrophes

Or que disait la dépêche d'agence dont je parlais plus haut ?

Elle faisait référence à un rapport d'audit sur les conséquences de la RGPP [2] remis au ministre et jamais publié.

Ce rapport annonce que "la recherche des économies conduira à accroître les taux d'encadrement" etc. Une évidence pour tous sauf pour le gouvernement.

Mais les rapporteurs font néanmoins des propositions qui équivalraient, suivant les scénarios, à prévoir 41 000 à 93 000 suppressions d'ici cinq ans.

Pour y arriver, les experts proposent pour le 1er degré de :

1. réduire la scolarisation des 2 ans ;
2. accroître les taux d'encadrement en préélémentaire ;
3. réduire le redoublement en élémentaire ;
4. supprimer les réseaux d'aide et de soutien et redéployer une partie des personnels concernés dans les écoles relevant de l'éducation prioritaire ;
5. gérer l'affectation et le service des professeurs sur le groupe d'écoles ;
6. optimiser le remplacement et les décharges de service.

Sur les RASED, Ferry et l'audit disent la même chose ou presque ; Darcos, vendredi 5/09 les contredit-il ?

### RASED

Darcos : à propos de la suppression nous ne sommes "pas dans cet esprit-là, les réseaux d'aide sont utiles".

Ouf ?

Darcos poursuit : "nous souhaitons les **sédentariser**, que ces professeurs soient le moins itinérant possible (...) qu'ils soient installés dans des écoles où les besoins sont les plus criants, de sorte qu'ils s'intègrent dans les équipes pédagogiques d'une manière plus définitives plutôt que de circuler".

Le ministre a-t-il l'intention, comme il le fait avec les stages de remise à niveau pendant les vacances, de regrouper les élèves en difficulté et donc de transférer le coût aux familles et collectivités locales ?

Darcos insiste : "...nous n'avons pas le projet de supprimer les dispositifs de soutien **même si, je l'espère, ils seront dans les années qui viennent moins utiles dès lors que, dans le service des enseignants, il y a deux heures qui sont consacrées spécifiquement aux élèves en difficulté**".

Dès l'annonce par Darcos de la suppression du samedi matin, le SNUipp a alerté les collègues sur les conséquences possibles pour les RASED et pour les élèves en difficulté (parmi d'autres cf. article et motion [26/06/08](#), [6/02/08](#) [annonce de la consultation des personnels sur le relevé de conclusion](#), et Journée d'Information syndicale du 27 mai).

Parmi les raisons de notre refus d'accepter la nouvelle organisation de la semaine scolaire, nous avons invoqué notre inquiétude pour les RASED (alors que d'autres préféreraient signer et railer cette inquiétude), relevé que les enseignants ne sont pas formés pour répondre à certaines difficultés (c'est bien pour ça qu'il y a des formations spécialisées et des RASED).

De fait, il y a une cohérence profonde entre la mise en place de l'aide personnalisée qui donne l'illusion d'une école qui serait

1. Nous aurons d'utiles précisions sur les constats après comptage très bientôt.
2. Révision Générale des Politiques Publiques

en capacité de répondre à tous les besoins et la transformation ou la suppression des RASED.

Alors oui, pour les élèves comme pour les personnels [3], **le SNUipp a eu raison de ne pas signer le relevé de conclusions sur la nouvelle organisation de la semaine scolaire.**

### Funestes Evidences

Chacun aura compris que les propositions 1 et 2 de l'audit sur la maternelle sont déjà à l'œuvre depuis plusieurs années : demandez aux collègues des maternelles J.Ferry à Séverac-le-Château, A.Franck à Espalion, Le Cros à Sébazac, etc. Demandez aux collègues des écoles primaires qui n'en pouvant mais se voient toujours plus poussés à reporter l'accueil des petits.

Quant à l'optimisation des remplacements, c'est aussi en route avec une formation continue peau-de-chagrin et bientôt défunte quand il n'y aura plus de stagiaires IUFM, avec des remplacements toujours plus difficiles. D'ailleurs, grâce à la 5<sup>ème</sup> proposition, quasiment tout est réglé. En nommant les enseignants sur un groupe d'écoles, on gèrera les flux d'élèves et les remplacements.

Reste la 3<sup>ème</sup> proposition, à propos des redoublements. Naïf, je croyais que c'était une disposition pédagogique, que ça relevait de l'équipe pédagogique après de longues réflexions...

Alors que c'est de l'arithmétique d'économiste libéral.

### Imposer d'autres choix

Quand Ministre, Recteur et Inspecteur d'Académie reprennent en chœur "la rentrée s'est bien passée", quand le président de la République n'entend soi-disant plus parler de grève [4], quand l'averse reprend de plus belle, **la réponse des organisations syndicales, des parents d'élèves, des lycéens et étudiants, des associations et mouvements pédagogiques doit d'autant plus être déterminée, durable, large et profonde.**

C'est ce mouvement durable qui débute le 11 septembre et se poursuivra par d'autres initiatives. Se faire entendre, se compter, alerter, informer. Construire ensemble.

Dans ce but, le SNUipp12 appelle les collègues à se saisir de la motion ci-jointe, à la signer et la faire signer, et à nous la renvoyer rapidement.

*"On ne doit pas seulement éduquer les enfants d'après l'état présent de l'espèce humaine, mais d'après son état futur possible et meilleur, c'est-à-dire conformément à l'idée de l'humanité et à sa destination totale."*

Emmanuel Kant - *Réflexions sur l'éducation.*

3. ceux des RASED à qui on retire l'échelle mais aussi les collègues "ordinaires" qui devront obtenir des résultats dans un exercice auquel ils ne sont et ne seront pas formés

4. ce qui ne l'empêche pas de fustiger la FSU parce qu'elle continue d'appeler à l'action

## NON à EDVIGE

**SIGNEZ L'APPEL** <http://nonaedvige.ras.eu.org>

Après la reprise en main du dossier EDVIGE par l'Elysée, Michèle ALLIOT-MARIE s'est dit décidée à mettre en chantier le projet d'une loi garantissant les libertés publiques et a annoncé vouloir rencontrer les organisations leader sur ce dossier. Ce changement de ton à mettre au crédit de la mobilisation doit cependant se traduire sans tarder par des mesures concrètes. La FSU estime que le meilleur signe du début de la mise en chantier d'une loi sur le respect des libertés publiques passe par le retrait du décret 2008-632 qui a créé EDVIGE. Les discussions pourront ainsi s'engager sous de meilleurs auspices, sans chausse-trappe. Ces discussions doivent associer l'ensemble des organisations qui ont déposé un recours commun le 29 août, et le Collectif "Non à EDVIGE" dont elles sont membres.

La FSU se tient prête, aux côtés de ses partenaires sur ce dossier, à rencontrer Madame la ministre ou le chef du gouvernement pour proposer sa vision d'une société où les droits fondamentaux seraient préservés et les libertés publiques et individuelles protégées.

Elle continuera à être vigilante et à maintenir la pression en liaison avec les organisations qui se sont rassemblées contre ce décret.

### Motion RASED pour conseil des maîtres et conseils d'école

Dans un contexte de réduction drastique des postes avec des milliers de suppressions, et une baisse année après année du nombre de départ en formation spécialisée, le transfert de l'aide aux enseignants s'accompagne d'un silence inquiétant sur les dispositifs d'aides internes à l'école : pas de référence dans les circulaires récentes, une seule citation dans l'introduction aux nouveaux programmes. Faire croire que l'on va aider les enfants qui rencontrent des difficultés avec seulement du soutien assuré par les enseignants et les stages de remise à niveau pendant les vacances constitue un marché de dupes.

Le conseil des maîtres (conseil d'école) de l'école..... demande que l'aide soit assurée pendant le temps de classe avec des équipes spécialisées travaillant en collaboration avec les équipes enseignantes pour analyser les difficultés et mettre en place des dispositifs d'aides variés. L'équipe pédagogique de l'école ..... exige l'implantation d'une équipe RASED complète pour la prise en charge des élèves en difficulté de notre école.

## Déclaration des représentants FSU au CDEN du 12 septembre 2008

Alors que nous vivons une nouvelle rentrée sans création de postes, les personnels des écoles aveyronnaises vont devoir s'accommoder de mesures en contradiction avec leurs missions.

D'abord nous devons encore faire avec une dotation budgétaire insuffisante qui entraîne un nouveau recul des conditions de travail. Nous savons déjà la teneur de votre réponse, M. l'Inspecteur d'Académie, même si les prévisions étaient confirmées (+201 élèves), pour 300 établissements, ça ne fait pas grand-chose par classe. Les personnels vous entendraient beaucoup mieux si cet argument n'était ressassé depuis des années... Or sur dix ans nous avons accueilli plus de 1500 élèves supplémentaires et perdu 70 postes. Ce qui ne fait pas le compte.

Dans le même temps, d'autres signes démontrent que les choix budgétaires ont rendu plus difficiles le quotidien des écoles.

- Le **taux de scolarisation dès 2 ans** s'est fortement dégradé. Et vous confirmez cette tendance. Ainsi, si vous officialisez aujourd'hui votre proposition de lundi en CTPD, trois collègues d'une école maternelle aveyronnaise vont devoir se partager 99 élèves. Avec des locaux neufs, adaptés et spacieux, 33 par classe, par quelque bout qu'on le prenne, ce n'est pas répondre aux besoins de scolarisation en maternelle. Dans ce cas précis, sachant qu'une école privée est toute proche, nous condamnons cette décision et regrettons vivement ce qui est désormais de l'entêtement de votre part.
- Concernant les **classes uniques**, deux écoles devraient aujourd'hui voir officialiser la création d'un demi-poste supplémentaire. Décision positive que nous ne pouvons néanmoins vraiment applaudir ; chaque collègue a 25 élèves et tous les niveaux dans sa classe. Il y a peu c'est avec 18, 20 élèves qu'un demi poste était créé. Lundi, M. l'Inspecteur d'Académie, vous n'aviez pas, en début de séance, envisagé de créer ; à 25 et tous les niveaux, votre décision n'allait pas de soi !

Mais le pire sans doute est à prévoir des conséquences des décisions unilatérales du Ministre.

Avec des programmes rejetés par quasiment toutes les organisations de personnels, de parents d'élèves, associations pédagogiques, par une très grande majorité des enseignants des écoles, on vend à l'opinion publique des faux semblants de recentrage sur les « fondamentaux ». Comme si les précédents programmes tournaient le dos au français et aux math, comme si toute la pédagogie résidait dans l'art de la répétition dans les bonnes vieilles marmites d'une école qui n'a jamais existé. **On ne fait pas la classe avec des fantasmes médiatiques.**

Avec moins d'école pour tous et une réorganisation de la semaine démagogique : pour marquer des points auprès de parents supposés adeptes des week-ends, ce sont des années de réflexion sur les rythmes scolaires qui sont niées. La mise en place de l'aide personnalisée ne peut servir de prétexte à cette très mauvaise idée. Et d'ailleurs, si on peut être assuré que les personnels tenteront, malgré ce qu'ils en pensent, de faire pour le mieux pour leurs élèves, on peut prévoir que parce qu'il s'agit d'une action particulière à laquelle, ils ne sont et ne seront pas formés, cette aide personnalisée ne fera pour la plupart que souligner les difficultés. Pire, on peut d'ores et déjà prévoir qu'on répondra moins à certaines difficultés puisque le Ministre espère, comme il l'a déclaré sur France-Inter vendredi 5 septembre, que les RASED seront moins utiles. S'il ne parle pas encore de supprimer ces structures, il compte les « sédentariser »... Le ministre a-t-il l'intention, comme il le fait avec les stages de remise à niveau pendant les vacances, de regrouper les élèves en difficulté et donc de transférer le coût aux familles et collectivités locales ?

**N'est-ce pas d'ailleurs tout le sens des nouveautés de cette rentrée ? Renvoyer hors l'école nombre de ses missions, renvoyer à d'autres et la responsabilité et le coût du traitement de l'échec scolaire, promouvoir une école de consommateurs contre une école de citoyens, mettre en avant le modèle du répétiteur contre le pédagogue, instiller du privé partout contre l'école de l'égalité.**

Pour la FSU, cette démagogie et cette agitation médiatique constante n'ont qu'un but : masquer l'abandon pur et simple de toute ambition pour l'école ce qui équivaut à abandonner nombre d'élèves sur le bord du chemin.

Nous ne nous en accommoderons pas et appelons les collègues, les parents, les élus à prendre parti pour l'école en s'inscrivant dans les actions comme celles d'ores et déjà annoncées des 11 septembre et 19 octobre.

## L'ÉDUCATION EST NOTRE AVENIR : IL NE DOIT PAS SE DECIDER SANS NOUS !

**MANIFESTATION NATIONALE 19 oct.**

**APPEL COMMUN :** Notre pays a cette chance extraordinaire de disposer d'un grand service public laïque d'éducation. Il traduit notre choix républicain d'une société où tous les citoyens vivent ensemble. Mais imagine-t-on ce que deviendrait ce principe, sans ce tour de force de l'accueil de tous les jeunes, sans distinction, réalisé quotidiennement par notre École ?

Cette École publique, que nous aimons pour ses réussites incontestables, rencontre aussi des difficultés. C'est pourquoi nous souhaitons passionnément qu'elle évolue et se transforme pour s'acquitter vraiment de sa mission démocratique : faire réussir tous les jeunes, pas seulement les plus favorisés ou les plus « méritants ».

Pour nous, ce débat et cet effort concernent tous les citoyens car, à travers l'avenir de la jeunesse, c'est celui du pays qui se joue.

Or, en lieu et place de ce que devrait nécessiter cette grande cause nationale, rassemblant largement les citoyens, à quoi assistons-nous ? Au spectacle d'une politique gouvernementale qui, au-delà des habillages, ne voit dans l'éducation qu'un moyen d'économiser. Plus que tout discours, la préparation du budget 2009 en est la démonstration : 13500 suppressions d'emplois programmées, soit, dans le cadre triennal dans lequel ce budget s'inscrit, plus de 40 000 postes promis à disparition sur les 3 ans, à rajouter aux 11 200 suppressions de cette année !

Tout n'est sans doute pas question que de postes en matière éducative, mais nous affirmons que rien ne pourra se faire dans cet acharnement d'un « toujours moins de postes » ! Rien ne pourra davantage se faire avec des réformes à marche forcée encore moins lorsqu'elles aboutissent à de vraies régressions. Rien ne pourra se faire non plus si l'État ne cesse de se désengager de ses missions, déléguant hors de l'école ce qu'elle doit assurer pour tous.

Aussi, nous poussons aujourd'hui un cri d'alerte : cette politique va détériorer sur le long terme le service public d'Éducation. Elle porte tous les ingrédients pour que se développe une école à deux vitesses dans une société minée par les injustices et les inégalités.

De ce projet, nous ne voulons pas ! Nous voulons une politique éducative ambitieuse faisant avancer notre École publique en mettant au cœur la réussite de tous les jeunes. Nous voulons pour cela d'autres choix.

Nous en appelons à toutes celles et tous ceux qui pensent que l'éducation est une richesse pour notre pays, que l'avenir se joue aujourd'hui, à toutes celles et tous ceux qui refusent que la politique suivie n'entraîne, pour de nombreuses années, le service public d'éducation dans l'affaiblissement.

Quelle place veut-on donner à l'éducation dans notre pays ? Quel citoyen veut-on préparer ? Nous n'acceptons pas que la société découvre a posteriori qu'on aurait répondu à sa place, en catimini, à ces questions fondamentales !

Alors, mobilisons-nous ensemble, débattons, parlons, proposons, interpellons l'opinion, agissons sans attendre !

**Rassemblons-nous tous dans une grande manifestation nationale le dimanche 19 octobre à Paris.**





## Ajustements de rentrée

*Etrange CTPD : comme si l'IA entendait les écoles et les représentants des personnels avec quelques mois de retard...*

### CTPD du 8 sept 2008

La plupart des propositions de créations de l'IA avaient été déjà défendues par le SNUipp au printemps dernier lors du CTPD préparant la rentrée 2008.

Que n'avait-il répondu présent alors ? Il aurait ainsi évité nombre de désagrèments aux écoles comme aux personnels restés sans poste.

Sans doute attendait-il la confirmation du nombre de postes ASH non pourvus, cinq [1] lui ont ainsi permis de créer des postes "ordinaires".

Reste qu'il n'a pas changé d'avis sur toutes les situations, par exemple :

- Aucune création à Séverac mat alors que les 3 collègues auront 99 élèves sans répondre à toutes les demandes de scolarisation des petits
- Des créations a minima ailleurs (demi poste quand un poste entier aurait été plus logique).
- Concernant les classes uniques, deux écoles devraient voir officialiser la création d'un demi-poste supplémentaire. Décision positive que nous ne pouvons néanmoins vraiment applaudir ; chaque collègue a 25 élèves et tous les niveaux dans sa classe. Il y a peu c'est avec 18, 20 élèves qu'un demi poste était créé. Or l'Inspecteur d'Académie, sans nos interventions, n'envisageait pas de création !

Nombre d'autres situations restent en suspend qui veront les collègues "ramer" jusqu'à l'an prochain à cause d'un budget étriqué cette année (11200 postes supprimés mais 700 créations pour 50 000 élèves supplémentaires dans les écoles pour cette rentrée) et risquent compte tenu des annonces (-13500 postes dont au moins la moitié dans le 1er degré) de rester le "bec dans l'eau" l'an prochain.

Le SNUipp est intervenu à propos des RASED et a expliqué que le Ministre entend les "sédentariser" (cf. [Darcos, son budget, sa semaine scolaire et nos élèves sont dans un bateau...](#) p.3). L'IA a dit se renseigner à ce sujet. Le SNUipp a demandé que l'IA rencontre rapidement ces personnels (ce qu'il devrait faire d'ici fin septembre). A notre sens, cette rencontre, dans le contexte budgétaire que l'on sait et avec cette réorganisation de la semaine scolaire que nous continuons de récuser, ne suffira pas : personnels des RASED et personnels hors RASED doivent se mobiliser.

Concernant les décharges des maîtres formateurs, malgré

la demande que le SNUipp avait faite en juin, l'IA a réduit la décharge à 1/4 (au lieu d'1/3) comme les textes sur les obligations de service des enseignants découlant de la réorganisation de la semaine le prescrivent. Les formateurs comme les stagiaires sont mis ici devant le fait accompli.

L'IA a choisi de créer un poste supplémentaire de titulaire remplaçant sur la circonscription de Villefranche de Rgue. Il répond en cela à une vieille demande du SNUipp.

Commune / Ecole	Mesure	Poste
Agnac La Bessenois	1	3
Aubin Combes Pagnol	-0,5	2,5
Bastide L'Evêque (La)	1	3
Brommat	-1	2
Clairvaux Bruéjous	1	4
Flavin Pagnol Elem	1	5
Manhac Lavernhe	1	3
Millau Beauregard Mat	0,5	4
Millau Beauregard Mat	0,25	Dech. Dir.
Montézic	0,5	1,5
Onet le Château P.Puel	0,5	8,5
Rodez Flaugergues	0,5	7,5
S <sup>t</sup> Izair	0,5	1,5
S <sup>te</sup> Radegonde	1	6
Villefranche de Rgue H <sup>o</sup> Guyenne	1	3
Villefranche de Rgue Circonscription BD	1	

*A noter que l'école maternelle SUD à Villefranche de Rgue a été fermée. L'IA a expliqué que cette opération s'est déroulée début juillet, suite à des prévisions d'effectifs très faibles, sur proposition de la Mairie.*

*Souvenons-nous que cela correspond à un vieux projet de la municipalité. Par ailleurs, l'école H<sup>o</sup> Guyenne avec 3 postes (2 initiaux plus 1 « transféré » de Sud) a atteint son maximum si des travaux importants ne sont pas réalisés.*

*Il faudra rester vigilant pour que cette opération ne serve pas certains objectifs de limitation de l'accueil à l'école publique.*

## CDEN du 12 septembre 2008

En CDEN, l'IA a confirmé toutes les mesures proposées en CTPD lundi 8/09.

Les dossiers restés en souffrance ont été rappelés mais n'ont pas fait l'objet d'un réexamen. C'est ainsi le cas de l'école de Nant dont des parents d'élèves étaient présents devant l'Inspection (avec le soutien du SNUipp et des autres représentants des personnels ainsi que de la FCPE qui a lu leur courrier en séance).

La FSU a fait une déclaration liminaire (cf. p.5) à laquelle l'IA a répondu avec les arguments habituels (auxquels on ne s'habitue pas...). Il a annoncé une réflexion sur la scolarisation en classe unique (les écoles aveyronnaises y accueillent des élèves qui ne sont pas soumis à l'obligation scolaire).

Le SNUipp a vertement dénoncé la **rupture de l'égalité d'accès au service public** que nous connaissons dans le département. Suivant l'école, suivant l'année, tous les enfants de 2 ans révolus ne sont plus traités à égalité. A cette inégalité, conséquence directe des restrictions budgétaires, s'ajoute désormais « **le fait du prince** ». Le SNUipp a en effet révélé qu'une école aveyronnaise s'est vu enjoindre par notre administration de scolariser un enfant de 2 ans parmi d'autres. Pourquoi cet enfant ? Parce que la maman, n'ayant pas de solution de garde, a écrit à Nicolas Sarkozy... L'IA a confirmé l'essentiel de ce que nous avançons, en niant toutefois le lien direct avec la Présidence et en rappelant que dans d'autres cas de détresse sociale, il est arrivé qu'il soit obligé d'intervenir avec « humanité ». Ce à quoi le SNUipp a répondu que nous sommes sûrs que nombreuses sont les mamans en détresse du fait des choix politiques de ce gouvernement sur le plan budgétaire comme du fait des attaques contre la scolarisation précoce.

## CAPD du 12 septembre 2008

Compte tenu des délais d'impression, le compte-rendu de cette CAPD sera disponible uniquement sur notre site : <http://12.snuipp.fr>.

*Le journal en PDF joint à cet article est incomplet : il ne contient pas les éléments nominatifs (ici les affectations issues du 3ème mouvement).*

*En effet, si les informations du journal papier traditionnel ont un public restreint (les collègues aveyronnais) ; sur Internet à l'ère des moteurs de recherche, c'est le monde entier qui peut collecter, nom, prénom, affectation, barème...*

*Toutes ces informations ont un caractère particulier sinon privé.*

*Le SNUipp militant pour le principe de précaution en matière de fichage électronique (Base Elèves, Edvige, Christina, etc.), il est logique que nous l'appliquions à nos publications.*

*Les informations sur le mouvement restent accessibles en appelant le SNUipp12 ou en accédant au site protégé par l'intermédiaire du code personnel qui se trouve sur votre carte d'adhérent. Si vous n'êtes pas adhérent, vous pouvez nous appeler pour qu'on vous le communique..*